Position de la Suisse dans cet environnement

Objekttyp: **Chapter**

Zeitschrift: **Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum**

Band (Jahr): **13 (2003)**

PDF erstellt am: **01.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La concurrence s'étend au monde entier et s'accentue jour après jour entre les pays, les cultures et les continents. Les économies, les Etats et les sociétés doivent s'adapter toujours plus rapidement. L'Etat-nation perd de son importance, même s'il reste la base de l'organisation et de la cohabitation des peuples. Les problèmes de portée planétaire que sont l'écologie, les flux migratoires, la santé et bien d'autres encore nous concernent aussi.

La mise en réseau sur le plan mondial de tout et de chacun, c'est-à-dire la mondialisation, est irréversible. Les mouvements antimondialisation n'y changeront rien. La mondialisation comporte certes des risques et fait aussi des perdants. Mais les chances qu'elle offre sont encore beaucoup plus nombreuses que les risques. Elle crée en effet un potentiel de croissance inimaginable. Celui qui sait en tirer profit par ses prestations est gagnant. Un petit pays enclavé comme la Suisse ne peut créer un bien-être supérieur à la moyenne que grâce à la liberté du commerce, et donc à la mondialisation.

3. Position de la Suisse dans cet environnement

Un savant mélange d'autonomie politique et d'ouverture économique sur le monde a fait de l'histoire de la Suisse moderne celle d'un succès. Une culture politique unique au monde a offert à la Suisse une stabilité à nulle autre pareille. Une politique économique libérale reposant sur des conditions-cadres favorables et fiables à long terme a permis l'émergence d'une économie performante. Cette dernière a aussi profité de la stabilité politique et sociale de notre pays. La sécurité sociale, qui se fonde sur des principes plus libéraux qu'ailleurs, ainsi que les secteurs de la santé et de la formation, ont atteint des standards élevés. La Suisse est aussi devenue le pays le plus sûr d'Europe.

Tous ces acquis sont encore valables. En comparaison internationale, notre situation est donc bonne. Nous avons beaucoup plus de raisons d'exprimer notre reconnaissance que de nous plaindre. Et pourtant, des symptômes de plus en plus nombreux nous font prendre conscience que notre situation privilégiée pourrait ne pas être très durable. Depuis des années, notre croissance est, si l'on en croit les statistiques, inférieure à la moyenne. Des fissures sont apparues dans la cohésion nationale. Des problèmes centraux, dont la solution exige un effort de longue haleine, sont purement et simplement ignorés. D'autres problèmes sont sciemment renvoyés à plus tard. Par euphémisme, on appelle cela un «moratoire». L'Etat est toujours davantage sollicité. L'avance dont

bénéficiait la compétitivité de notre place économique s'amenuise. Nous peinons à définir notre rôle face à la structure de l'Union européenne qui domine l'Europe. Dans le concert des grands blocs économiques, la Suisse est de plus en plus marginalisée. Dans le dialogue politique interne apparaissent des sentiments d'intolérance et une étroitesse de vues qui menacent de détruire notre culture de recherche en commun de solutions et de compromis acceptables par le plus grand nombre. Même si ce n'est pas la première fois dans notre histoire, le sentiment que tout cela ne peut pas durer ainsi est largement répandu. On peut se demander si ce sentiment est le reflet d'une réalité ou plutôt une expression de la satiété d'une société choyée. La réponse se situe certainement entre-deux.

4. Les sept péchés de la politique

Je commencerai par vous décrire sept importants péchés de la politique, qui compliquent grandement la résolution des grands problèmes du pays.

4.1. La contamination croissante du système de concordance par des éléments du système de concurrence

En Suisse, c'est le peuple qui prend les décisions essentielles. Le Conseil fédéral et le Parlement doivent par conséquent proposer des solutions susceptibles de convenir à la majorité des citoyens. Aussi géniale qu'elle soit, une solution qui n'est pas admise par la majorité du peuple ne vaut rien. Dans un tel système, les forces politiques qui disposent d'un grand potentiel d'opposition au Parlement et sont capables de susciter un référendum peuvent de fait bloquer la politique. Aussi a-t-on toujours associé de telles forces à la responsabilité gouvernementale, d'où la naissance de la formule magique. Celle-ci n'a rien à voir avec la magie, elle est une émanation logique et inévitable des droits populaires. Dans ce système, le Conseil fédéral exerce une fonction essentielle, qui consiste à trouver des solutions permettant de rallier une majorité. Pour assumer cette fonction, il a besoin d'un soutien plus ou moins marqué des partis gouvernementaux. Certes, ceux-ci se réservent parfois le droit de faire, au besoin, une entorse au principe de la solidarité avec le gouvernement. Mais il est indispensable que tous les partis gouvernementaux fassent preuve d'un minimum de la solidarité en question pour que le système fonctionne convenablement.